

# Quand on vous dit que la précarité a le vent en poupe !

Dans sa course folle vers l'élection de 2007, Monsieur Galouzeau de Villepin doit être à la fois plus *social* et plus *dur* que monsieur Sarkozy de Nagy Bocza dit "Nicolas Sarkozy".

"**Social**", Galouzeau de Villepin prétend l'être quand il annonce une politique "*en faveur des classes moyennes*", lesquelles incluraient les salariés au smic... (ben voyons !).

Il en appelle alors à la "*solidarité*", au « *développement social* ». Mais il y a tromperie sur la marchandise, en réalité, la solidarité de Villepin consiste à demander aux plus pauvres des français de bien vouloir s'apitoyer sur les plus riches qui doivent payer tant d'impôt !

"**Social**" toujours, Villepin veut « *une politique du travail qui paye* ». Il y parvient fort bien, à ce détail près que le travail ne paye plus... que les actionnaires : les entreprises du CAC 40 engrangent 60 milliards d'€ de profit, tandis que l'indemnisation du chômage subit une baisse spectaculaire : moins de 40 % des Demandeurs d'Emploi sont indemnisés pour un montant médian de 500 € par mois.

"**Dur**", Villepin invoque la **responsabilité des chômeurs face au chômage** : selon Villepin, les chômeurs seraient des tricheurs, des fraudeurs. Villepin impose donc aux salariés de l'ANPE de mettre en œuvre de nouvelles sanctions (réduction de 20%, puis 50% et enfin de 100% des allocations de chômage) pour que les chômeurs acceptent les emplois de merde, (emplois précaires, sous-payés, pénibles, en horaires fractionnés, à temps partiel imposé, etc.), que le patronat se plaint de ne pas parvenir à pourvoir, (il y en aurait 500 000 en souffrance, paraît-il). De même, en cas de "*doute sur sa recherche d'emploi*" le chômeur s'expose à toutes les sanctions.

Avec de telles mesures parfaitement arbitraires, en avant, donc, pour la "*responsabilisation des chômeurs*" et la "*solidarité avec les riches*" !

Quant aux employeurs, qui, eux, sont riches, ils ne sont évidemment responsables de rien, et Villepin reconduit leurs exonérations de cotisations sociales (un cadeau de plus de 20 milliards d'€ par an).

Et, pour être bien sûr que les chômeurs se verront bien proposer de vrais emplois de merde, Villepin nous invente un hallucinant Contrat Nouvelle Embauche (CNE) assorti d'une période d'essai de 2 ans !!!

Ce CNE prévoit que le salarié sera licenciable à tout moment sans motif particulier ! Et la loi permet à l'employeur d'enchaîner les CNE les uns derrière les autres sans période de carence.

Ça c'est de la précarité ! Et bonne chance aux heureux titulaires de ces merveilleux contrats !

**Moralité, la condition de la réussite de Galouzeau de Villepin en 2007, c'est que les chômeurs acceptent de payer seuls la facture du chômage que les agents de l'ANPE doivent leur présenter.**

**Mais... les chômeurs et ces salariés ont-ils intérêt à lui faire ce cadeau ? Rien n'est moins sûr !**



**Nous vous proposons une rencontre conviviale autour d'une projection vidéo et d'un pot :**

**le MARDI 8 NOVEMBRE à 20 h**

**au local d'AC ! Rhône.**



37 cours de la République 69100 Villeurbanne

Permanence tous les mardis de 15 h à 20 h

Tél. : 04.78.84.38.51

mail : [acrhone@no-log.org](mailto:acrhone@no-log.org) - web : [www.acrhone.lautre.net](http://www.acrhone.lautre.net)

## Radiations : Magouilles et sanctions.

La baisse des chiffres du chômage est en réalité le fruit de radiations massives (34 667 en juillet).

Le gouvernement resserre le filet sur les Privés d'emplois. Sous prétexte de compréhension, (« *il est trop douloureux de supprimer entièrement les allocations aux pauvres* »), tout un arsenal de demi-mesures renforce de fait le contrôle et l'écrasement des Privés d'emploi. Grâce à un arsenal de sanctions « progressives » le Code du Travail est interprété dans le sens le plus favorable aux employeurs, au détriment des salariés et chômeurs.

Il sera de plus en plus difficile d'invoquer un motif "légitime" pour refuser un emploi précaire ne correspondant ni à nos aspirations, ni à nos qualifications. Il sera impossible de refuser une "formation" souvent bidon. Il sera également impossible de refuser une "invitation" à aller faire les vendanges.

Un "profilage" du Privé d'emploi sera réalisé dès l'inscription à l'ANPE pour détecter « *si le chômeur présente un risque de chômage de longue durée* » et les contrôles seront plus fréquents, particulièrement dans les secteurs qui "offrent" des emplois très dégradés dits aussi "emplois de merde" (précaires, mal payés, etc.).

Les privés d'emplois devront répondre à toutes les convocations de tous les services (ANPE, ASSEDIC, organismes privés) sous peine de réduction, suspension temporaire ou définitive des allocations. Les ASSEDIC auront le pouvoir de contrôler la recherche d'emploi et de prendre des sanctions.

Ainsi le service public de l'emploi abandonne le terrain de la solidarité nationale et s'aligne sur la logique du patronat et du Marché selon laquelle le salarié et les chômeurs sont des marchandises.

## Des négociations UNEDIC sous pression

L'UNEDIC est l'organisme qui gère les cotisations sociales dévolues à l'indemnisation du chômage. Tout les 3 ans des négociations ont lieu entre partenaire « sociaux » (MEDEF, UPA, CG /PME, CFDT, CFTC, CGC, CGT, FO) pour décider d'une nouvelle convention qui décidera de la durée et du montant de l'indemnisation des chômeurs. Rappelez vous, la dernière convention négociée en décembre 2002 entre le MEDEF la CFDT, la CFTC et la CGC avait mis en place le scandale des recalculé-e-s.

Le 8 novembre 2005 aura lieu la première séance de négociation sur l'indemnisation du chômage qui aura pour but de négocier la convention débutant au 1<sup>er</sup> janvier 2006. Face au déficit actuel de l'UNEDIC le

patronat envisage de rétablir la dégressivité des allocations chômage. Les syndicats de salariés préféreraient que la durée de l'indemnisation soit réduite.

***Dans tous les cas ce sont encore les chômeurs qui devront payer les pots cassés***

Pourtant toutes les prévisions de l'UNEDIC confirment que les comptes de l'assurance chômage redeviendront excédentaires dès 2006 en raison de l'arrivée à l'âge de la retraite des générations issues du baby-boom (source N.V.O. du 16 septembre 2005). Cette nouvelle négociation qui vise la réduction des droits des chômeurs est une nouvelle attaque contre la solidarité.

**Nous appelons les chômeurs, précaires et les personnes solidaires à nous rejoindre pour intervenir contre les radiations, dans les négociations UNEDIC, et résister à ces atteintes aux droits sociaux en revendiquant :**

- L'indemnisation inconditionnelle de toutes les formes de chômage et de précarité par la garantie d'une allocation individuelle au minimum égale au SMIC mensuel !
- La revalorisation immédiate de toutes les allocations !
- La présence des chômeurs et précaires partout où se décide leur sort !
- Le libre choix de son emploi et de sa formation
- Abrogation des lois et décrets organisant le travail obligatoire, le contrôle et la sanction des chômeurs.
- L'égalité et la continuité des droits quelque soit l'organisme payeur !



37 cours de la République 69100 Villeurbanne

**Permanence tous les mardis de 15 h à 20 h**

**Tél. : 04.78.84.38.51**

**mail : [acrhone@no-log.org](mailto:acrhone@no-log.org) - web : [www.acrhone.lautre.net](http://www.acrhone.lautre.net)**